

LA MONDIALISATION N'EST PLUS CE QU'ELLE ÉTAIT



MICHEL ROGALSKI*

Quise souvient encore de la mondialisation qualifiée d'heureuse qui succéda aux Trente glorieuses cassées par la crise pétrolière de 1978? C'était le temps des vertus de l'interdépendance – où certains étaient plus dépendants que d'autres – et du doux commerce qui devaient assurer forte croissance, développement et réduction des inégalités mondiales, notamment du fameux fossé Nord-Sud. Portée par des conditions permissives comme la révolution numérique indispensable à la finance mondiale et à la circulation de l'information, et par l'abaissement massif des coûts de transport des marchandises, la vague, d'inspiration libérale, parcourut toute la planète et s'évertua à imposer des normes mondiales.

En réalité il ne s'agissait que d'une partie du monde – l'Occident et ses annexes du Sud, souvent d'anciennes colonies – et le processus écartait soigneusement le monde soviétique et la Chine qui étaient soumis à ce qu'il faut appeler une éviction des échanges mondiaux et à un isolement contraint les entraînant dans une quasi-autarcie non désirée. Des organismes furent même créés – comme le Cocom – pour veiller à ce qu'aucune marchandise ou matériel sensible ne puisse être exporté en

* DIRECTEUR DE LA REVUE *RECHERCHES INTERNATIONALES*

direction de ces pays. Puis plus tard les politiques d'embargos et de sanctions économiques apparurent.

Car on avait découvert que la multiplication des flux, facteur d'interdépendance, pouvait devenir des armes en se transformant en moyen de pression pour contraindre – obliger ou empêcher de faire – devenant ainsi des armes alimentaire, pétrolière, financière, technologique. On parle aujourd'hui de train de sanctions.

Face à ce monde émergent des oppositions rassemblées derrière les États du Sud qui se constituèrent en *Groupe des 77* aux Nations unies et portèrent la revendication d'un Nouvel ordre économique International à partir des besoins de développement national en explorant les pistes de réformes d'un ordre international dominant qui bloquait les possibilités de développement.

4

Plus tard, à la fin du ^{xx}^e siècle, face aux excès de cette mondialisation qui paraissaient devoir être corrigés, des voix surgirent pour réclamer une mondialisation « juste » ou non-libérale, voire pour préconiser la démondialisation. C'est sous le terme d'altermondialisme que s'élabora cet ensemble de revendications ponctué par des rassemblements mondiaux (Forum sociaux) qui se voulaient des contre-Davos. Cette mouvance, sans enracinement national et en apesanteur désignant des ennemis virtuels (Système mondial, FMI, Banque mondiale) entra en déshérence au début du ^{xxi}^e siècle lorsqu'apparut le tournant à gauche de l'Amérique latine (Brésil, Venezuela, Bolivie) qui prouva qu'il était possible de réorienter le chemin du développement et de réaliser des conquêtes sociales sans attendre la réforme ou la chute du système mondial.

L'effondrement du monde soviétique obligea l'Occident à redéfinir une position post-guerre froide face à la nouvelle Russie. Elle s'articulait autour de trois propositions : économie de marché, démocratie et insertion dans l'économie mondiale, cette dernière revendication ayant pour but de faciliter le pillage de ce pays et d'ouvrir tous les paradis fiscaux aux nouveaux oligarques.

Puis la Chine émergea, notamment après son adhésion à l'OMC au début du ^{xxi}^e siècle, et pendant une dizaine d'années connut des taux de croissance spectaculaires et jeta les bases d'un pays moderne, n'hésitant pas à tenir au Sommet de Davos une ode au libre commerce devant une assistance étonnée car déjà sensible aux thèses protectionnistes qui commençaient à se répandre. Cette période se caractérisa par une coopération entre la Chine et les États-Unis marquée par des intérêts

LA MONDIALISATION N'EST PLUS CE QU'ELLE ÉTAIT

communs, l'une achetant à l'autre ses Bons du Trésor et l'autre lui achetant ses marchandises exportées, au début de bas de gamme puis de plus en plus sophistiquées. Chacun considérait l'autre comme un partenaire, un concurrent mais pas comme un ennemi. On parla même d'un condominium partagé sur le monde, un G-2, face à une Russie et une Europe déclinantes.

L'arrivée du premier mandat de Trump changea la donne qui fut poursuivie par Biden. La montée d'un discours antichinois fit son apparition et imprégna toute la classe politique américaine, Républicains comme Démocrates, et reste maintenue de façon obsessionnelle jusqu'à aujourd'hui. La Chine fut désignée comme la responsable de tous les maux qui gagnaient la société américaine et porteuse des pires menaces. Bref, à la coopération avait fait place l'affrontement. Dans la foulée, c'est le monde entier qui devenait l'ennemi de l'Amérique, à commencer par ses alliés européens victimes de la politique des droits de douane témoins du tournant protectionniste qui désormais devint la nouvelle doxa de la mondialisation pensée désormais comme un terrain d'affrontements.

La guerre entre la Russie et l'Otan déclenchée en terre d'Ukraine accoucha d'un nouveau monde où chacun dut se positionner, notamment lors des votes aux Nations unies qui révélèrent un monde occidental resserrant les rangs face à un Sud global qui ne souhaitait pas s'impliquer dans ce conflit. Le monde avait changé et le poids des pays occidentaux dans l'économie mondiale s'était affaibli au fur à mesure que la mondialisation progressait. Cette perte d'influence s'est traduite pour les pays du G-7 par un passage de 50 % à 31 % du PIB mondial des années 1980 à aujourd'hui entraînant une perte de leur capacité d'influence indiscutable face à la montée des pays du Sud qui s'étaient dotés de structures de coordination comme l'Organisation de coopération de Shanghai regroupant une dizaine de pays dont la Chine, l'Inde, la Russie, l'Iran, le Pakistan. Le monde disait-on était entré en économie de guerre. En fait c'est la logique sur laquelle l'économie mondiale fonctionnait depuis bientôt cinquante ans qui venait de basculer sur autre chose dont personne n'osait définir les contours. Fondamentalement ce modèle mondialiste permit au capital d'organiser la mise en concurrence des travailleurs, de se jouer des frontières, de s'exciper des acquis sociaux en allant faire ailleurs ce qui devenait interdit chez soi. Dès lors que l'horizon devenait planétaire, la firme multinationale pouvait s'émanciper du contexte social car seul comptait son chiffre d'affaires. Et s'il pouvait être réalisé à l'export, alors qu'importaient la fermeture des bassins d'emplois et la montée du

chômage. Le chiffre d'affaires devenant mondial on pouvait dégrader l'emploi, casser des secteurs d'activités, démanteler des territoires. Il s'agissait de penser mondial et pour ce faire remodeler les réalités nationales en alléguant une soi-disant contrainte externe. L'attractivité – c'est-à-dire l'abandon des acquis sociaux, la fin des normes fiscales et environnementales – devint l'horizon partout proposé.

6 La guerre d'Ukraine inaugura une nouvelle façon de lire le monde. Désormais les flux de commerce mondiaux ne pouvaient plus uniquement servir à satisfaire des recherches de profits en s'appuyant sur de moindres coûts, mais ils devaient satisfaire à des exigences géopolitiques incluant la conflictualité en cours. À l'ombre de ces visions apparut même la théorie de l'« écologie de guerre ». Le commerce se fait entre amis, même s'il devient plus coûteux. Mieux vaut acheter du GNL liquéfié aux États-Unis, plus cher et plus polluant que du gaz russe livré à travers des réseaux de gazoducs installés. La recherche de la sécurité des approvisionnements peut primer désormais sur la recherche d'une production au moindre coût. La globalisation « low cost » a vécu. Le monde se refaçonne. La mondialisation moins dynamique se désoccidentalise, s'organise de plus en plus vers des blocs antagoniques et ramène sur le devant de la scène de vieux conflits historiques qui avaient opposé Nord et Sud.

La guerre d'Iran menée par Israël et les États-Unis a fait apparaître l'importance d'une logique de flux, c'est-à-dire du contrôle des routes commerciales qui devient ainsi une des dimensions du pouvoir qui s'appuie dès lors sur la capacité à gérer, perturber ou sécuriser les flux, rendant moins essentiels la force militaire, l'étendue des territoires ou le stock de ressources. Ce conflit a fait apparaître l'importance de nœuds géographiques (Ormuz, Bab-Al-Mandeb, Gibraltar, Suez, Malacca, Panama...) essentiels à la fluidité de la mondialisation qui s'ajoute ainsi à la vulnérabilité des grands réseaux.

Plus que tout discours le vocabulaire qui accompagne et entoure celui sur la mondialisation témoigne bien que celle-ci n'est plus ce qu'elle était. Avant on parlait de libre-échange, d'interdépendance, de coopération, de gains mutuels, de doux commerce, d'alliances, de respect des frontières. Aujourd'hui, les maîtres-mots ont changé. On parle d'économie de guerre, d'embargos, de sanctions, de protectionnisme et de droits de douane, de souveraineté, d'autonomie stratégique de conquêtes et d'annexions. Ce changement de vocabulaire traduit le chemin parcouru en quelques dizaines d'années. Mais la mondialisation n'a pas disparu. Elle transpire seulement l'air du temps.